

Algérie : si un pouvoir fort ne reprend pas rapidement la main...

✘ L'Algérie vit actuellement une tourmente politique qui peut la conduire à des extrémités révolutionnaires, telles qu'elle les a, malheureusement, déjà connus dans un récent passé, et cela si un pouvoir fort ne reprend pas très rapidement en mains ses destinées.

Le président Bouteflika n'est plus en mesure depuis plusieurs années d'assumer sa fonction.

Alors qui dirige, qui prend les décisions arbitraires ?

C'est la première fois, depuis son indépendance, qu'un Premier ministre, Abdelmadjib Tebboune, est « limogé » moins de trois mois après sa nomination.

Limogé par qui et pourquoi ? Cela personne ne le sait.

Ce que l'on sait c'est que le pays vit une crise qui s'aggrave chaque jour davantage.

Tebboune est immédiatement remplacé par Ahmed Ouyahia, secrétaire général du parti RND, proche du pouvoir.

On se souvient qu'Ouyahia a déjà occupé ce poste de Premier ministre à quatre reprises depuis 1995 et qu'en 2012 il fut limogé de la même brutale façon que Tebboune et pour les mêmes raisons : avoir dénoncé que le pouvoir actuellement en place était sous la coupe d'une mafia politico-financière. Il était surnommé « l'homme des sales besoins ».

(C'est sous l'administration d'Ouyahia que la politique d'arabisation fut généralisée au grand dam de la population Berbère qui cria à la forfaiture et à la trahison)

Et, comme par hasard, dès sa nomination refont surface les crimes commis par Boumediene, que l'on qualifie de « criminel de guerre » et même de fidèle allié de la France et de de Gaulle qui connaissait sa haine contre les Berbères ! (Source : Tamurt du 14 août 2017)

Boumediene accusé de l'exécution du colonel Chabani, qui avait refusé d'attaquer les maquisards Kabyles en 1964, d'avoir liquidé Krim Belkacem et Mouhamed Khider et poussé à l'exil Hocine Aït Ahmed er Boudiaf.

En deux phrases : d'avoir liquidé plus de chefs historiques que n'avait pu le faire l'armée française et d'avoir été placé par la France à la tête de l'Algérie pour se venger des Kabyles qui avaient déclenché l'insurrection en novembre 1954, mais également pour lui permettre de poursuivre secrètement ses expériences chimiques et bactériologiques sur la base B2 Namous jusque sous la présidence de Chadli, en 1986.

Il s'agit d'un dysfonctionnement institutionnel sans précédent et l'on ne sait plus qui nomme les ministres et qui les limogent ? C'est l'anarchie généralisée au sommet de l'État.

Des pétitions circulent même afin de débaptiser les aéroports d'Alger et d'Oran (Boumediene et Ben Bella) !

Que l'on se rassure, aucune pétition ne circule encore en France pour débaptiser l'aéroport Roissy-Charles de Gaulle !

Manuel Gomez